



THINK • STIMULATE • BRIDGE

A background image showing silhouettes of five people holding hands in a line, standing on a dark surface. The background is a stylized city skyline with buildings and a bright light source on the right, creating a warm, golden glow. The silhouettes are mirrored below the main text.

COHESION SOCIALE, INSTITUTIONS ET POLITIQUES PUBLIQUES

Sous la direction de :

Pr. Abdallah Saaf, Senior Fellow, OCP Policy Center

Edité par :

Ilhssane Guennoun, Program Officer, OCP Policy Center



Cohésion Sociale, institutions et politiques publiques

Auteurs :

Mohamed AIT LEMKEDDEM

Abdelkrim AZENFAR

Jean Michel CAUDRON

Hassan DANANE

Aicha EL AIDOUNI

Meryeme EL ANBAR

Mustapha EL MNASFI

Ouafae ESSALHI

Mohammed HADDY

Abdelmajid KADDOURI

Fatima Idrissi KHAOULANI

Christophe MESTRE

Abdallah SAAF

Bouchra SIDI HIDA

Sous la direction de :

Abdallah SAAF

Senior Fellow, OCP Policy Center

Cohésion Sociale, institutions et politiques publiques

Copyright © 2017 par OCP Policy Center. Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse des éditeurs et propriétaires.

Les vues exprimées ici sont celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées à OCP Policy Center.

Edité par : Ihssane Guennoun, OCP Policy Center

Couverture image : stocklib.fr/sangoiri

Composition Graphique : Youssef Ait Elkadi, OCP Policy Center

Contact :

OCP Policy Center

Ryad Business Center – Aile Sud, 4ème étage

Mahaj Erryad - Rabat, Maroc

Tél : +212 537 27 08 08

Email : contact@ocppc.ma

Website : www.ocppc.ma

ISBN :

Dépôt Légal :

Sommaire

Liste des auteurs	7
Liste des abréviations	9
A propos d'OCP Policy Center	11
Avant-Propos.....	13

Partie I

Enjeux de la cohésion sociale sur les plans économique et social17

Chapitre 1 : Les fondements historiques de la cohésion sociale au Maroc	19
Chapitre 2 : Les politiques sociales au Maroc, reconnaissance inachevée de l'expertise citoyenne.....	27
Chapitre 3 : La cohésion sociale au Maroc et enjeux de la participation citoyenne	35
Chapitre 4 : L'Entrepreneuriat Social : un levier pour la cohésion sociale.....	55
Chapitre 5 : Pluralisme culturel et cohésion sociale au Maroc : L'autonomie individuelle comme base de l'émergence d'un nouveau type de lien social.....	73
Chapitre 6 : Une lecture de l'intégration du Maroc dans son contexte international et régional	91
Chapitre 7 : Quelle contribution du système coopératif à la cohésion sociale au Maroc ?	139

Partie II

Enjeux de la cohésion sociale sur le plan institutionnel159

Chapitre 1 : L'impact des institutions sur la cohésion sociale : représentation, participation et cohésion sociale au Maroc	161
Chapitre 2 : La promotion de la cohésion sociale au Maroc (2011-2016).....	181
Chapitre 3 : Ville et cohésion sociale, cas de Marrakech	209
Chapitre 4 : Les collectivités territoriales, acteurs de premier plan de la cohésion sociale. Quelques leçons du terrain.....	233
Chapitre 5 : La cohésion sociale et conflit de lois	243

Chapitre 6 : Le Maroc, une 3e voie entre la Famille providence et l'État-providence ?	261
Chapitre 7 : Appréciation « genrée » du processus de la planification stratégique Communale : Cas du Plan Communal de Développement de la commune rurale de Tamda Noumercete.....	277

Liste des auteurs

- **Mohamed AIT LEMKEDDEM**, Enseignant-chercheur, Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, Maroc
- **Abdelkrim AZENFAR**, Directeur, Office de Développement de la Coopération (ODCO)
- **Jean Michel CAUDRON**, Consultant en ingénierie et gérontologie, France
- **Hassan DANANE**, Chercheur en sciences sociales, Maroc
- **Aicha EL AIDOUNI**, Trésorerie Générale du Royaume du Maroc, Maroc
- **Meryeme EL ANBAR**, Chercheure, Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Rabat - Agdal, Maroc
- **Mustapha EL MNASFI**, Enseignant-chercheur à l'Institut d'Etudes Politiques, Sociales et Juridiques de l'Université Mundiapolis à Casablanca et chercheur associé au Centre Jacques Berque, Maroc
- **Ouafae ESSALHI**, Docteur en droit international privé et droit de la famille de l'Université Mohamed V Rabat - Agdal, Maroc
- **Mohammed HADDY**, Politologue et professeur de l'enseignement supérieur, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme à Rabat, Maroc
- **Abdelmajid KADDOURI**, Historien et ancien Doyen de la Faculté des Lettres de Casablanca, Maroc
- **Fatima Idrissi KHAOULANI**, Chercheuse en sciences politiques - Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Rabat-AGDAL
- **Christophe MESTRE**, Enseignant, Centre International d'Etudes pour le Développement Local de l'Université Catholique de Lyon, France
- **Abdallah SAAF**, Senior Fellow, OCP Policy Center, Maroc
- **Bouchra SIDI HIDA**, Chargée de recherche, Centre d'Etudes et de Recherche en Sciences Sociales, Maroc

Liste des abréviations

ACOTA	:	African Contingency Operations Training Assistance
ACRI	:	African Crisis Response Initiative
ADS	:	Agence de Développement Social
AGEBIEF	:	Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers
AIEA	:	Agence Internationale de l'Énergie Atomique
AMO	:	Assurance Maladie Obligatoire
ANAM	:	Agence Nationale de l'Assurance Maladie
ANOVA	:	Analysis of variance
AOC	:	Appellation d'Origine Contrôlée
BAJ1	:	Programme de Priorités Sociales
CERED	:	Centre d'études et de recherches démographiques
CERSS	:	Centre d'étude et de recherche en sciences sociales
CESE	:	Conseil Economique, Social et Environnemental
CESE	:	Conseil social économique et environnemental
CGEM	:	La Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CMR	:	Caisse Marocaine de Retraite
CNOPS	:	Caisse Nationale des Organismes de Prévoyance Sociale
CNSS	:	Caisse Nationale de la Sécurité Sociale
CNUCED	:	Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement
COSEF	:	Commission Spéciale Education -Formation
CPDH	:	Comité Préfectoral de Développement Humain
DAMP	:	Dépense annuelle des ménages par personne
EES	:	Economie Sociale et Solidaire
ENPA	:	Enquête nationale sur les personnes âgées
ERAC	:	Etablissement Régional D'aménagement et de Construction
FAO	:	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAR	:	Forces Armées Royales
FCDM	:	Forum civil démocratique marocain
GSPC	:	Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat
HCP	:	Haut-Commissariat au Plan
HVC	:	Hybrid Value Chain ou Chaîne de Valeur Hybride
IDH	:	Indicateur de Développement Humain
INDH	:	Initiative Nationale de Développement Humain
IS	:	Impôt sur les Sociétés

MENA	:	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MICA	:	Marrakech Investment Committee for Adaptation
MINUSTAH	:	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUC	:	Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo
MRE	:	Marocain Résident à l'Étranger
OFPPT	:	Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail
OMC	:	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	:	Objectifs du Millénaire de Développement
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
ONU	:	Organisation des Nations Unies
ONUC	:	Opération des Nations Unies pour le Congo
OPEP	:	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
Otan	:	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PADL	:	Programme d'Appui au Développement Local
PAS	:	Programme d'Ajustement Structurel
PCD	:	Plans Communaux de Développement
PCD	:	Programme Communal de Développement
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PMA	:	Pays les Moins Avancés
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le développement
RAMED	:	Régime d'assistance médicale
RATP	:	Régie Autonome de Transport Publique
SDAU	:	Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
SIF	:	Social Innovation Fund
SMIG	:	Salaires Minimum Interprofessionnel Garanti
SNDD	:	Stratégie Nationale de Développement Durable
TIC	:	Technologies de l'Information et de la Communication
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UA	:	Union Africaine
UNESCO	:	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
VSB	:	Villes sans bidonvilles

A propos d'OCP Policy Center

OCP Policy Center est un think tank marocain « policy oriented », qui a pour mission de contribuer à approfondir les connaissances et à enrichir la réflexion autour de questions économiques et de relations internationales revêtant un enjeu majeur pour le développement économique et social du Maroc, et plus largement pour celui du continent africain. Porteur d'une « perspective du Sud », sur les grands débats internationaux ainsi que sur les défis stratégiques auxquels font face les pays émergents et en développement, OCP Policy Center apporte une contribution sur quatre champs thématiques majeurs : agriculture, environnement et sécurité alimentaire ; développement économique et social ; économie des matières premières ; et géopolitique et relations internationales. Sur cette base, OCP Policy Center est activement engagé dans l'analyse des politiques publiques et dans la promotion de la coopération internationale favorisant le développement des pays du Sud, via ses travaux de recherche, ses conférences et séminaires et son réseau de jeunes leaders. Conscient que la réalisation de ces objectifs passe essentiellement par le développement du Capital humain, le think tank a pour vocation de participer au renforcement des capacités nationales et continentales en matière d'analyse économique et de gestion à travers sa Policy School récemment créée.

www.ocppc.ma

Avant-Propos

Dans le tableau global de la région Maghreb Machrek, plusieurs catégories de situations se dégagent: des pays en situation de guerre interne (on ne sait parfois si l'on doit parler de « guerre civile » ou de « conflits intérieurs » en raison des acteurs transversaux impliqués), des pays en situation de transition avec d'importantes difficultés, une situation d'occupation (la Palestine), des situations de vulnérabilité, enfin la catégorie de ceux que l'on peut considérer comme des pays plus ou moins stables.

Par rapport à son environnement, le Maroc offre une stabilité marquée, mais on aurait tort de se centrer seulement sur la stabilité. Celle-ci est sous-tendue d'initiatives réformistes, de nature diverse, accentuées à des degrés variables, dans nombre de domaines. Ce réformisme a précédé le printemps arabe, mais celui-ci l'a redynamisé, et confronté à de nouveaux défis.

Au Maroc une liste des menaces pesant sur le pays a été dressée de manière quasi officielle : les tendances contrariant l'unité territoriale du pays, les dangers provenant du voisinage (la situation au Sahel, l'évolution politique des pays voisins : Algérie, Mauritanie, Mali...), le radicalisme religieux, le terrorisme, les diversités religieuses trop en rupture avec la doctrine religieuse dominante, des situations économiques et sociales d'exclusion. Il est certain que ces menaces influent fortement sur l'état de la cohésion sociale. Elle atteste des liens avec les facteurs historiques, démographiques, les lignes ethniques, les inégalités horizontales et verticales, l'existence et l'ouverture de médias...

Le pays semble jouir d'une stabilité réalisée notamment par l'initiation de réformes politiques, économiques et sociales qui ont contribué au renforcement de la cohésion sociale. L'ébullition de la région semble avoir renforcé la conviction des élites marocaines que le changement est mieux réalisé à travers une évolution relativement maîtrisée. Le système inclusif de participation politique au Maroc a constamment aidé à canaliser le débat dans le pays où l'institution monarchique joue le rôle de force unificatrice. Le réformisme en question porte aussi de manière déterminante sur les institutions, la configuration politique.

Le Maroc a connu un rythme de croissance relativement soutenu au cours des dernières décennies. Les fruits de cette croissance sont inégalement répartis entre le milieu urbain et le milieu rural, entre les régions et entre les différentes catégories de la population. Au cours des dernières années, les inégalités sont devenues préoccupantes sur le plan politique et posent la question de l'inclusion des franges sociales demeurées en marge du processus du développement au Maroc.

Elles renvoient en premier lieu à la dimension économique (revenus, richesses, dépenses) et peuvent se manifester à différents niveaux plus ou moins interdépendants : inégalités d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, aux infrastructures, aux moyens de production. Dans quelle mesure les ménages les moins dotés en revenus peuvent-ils assurer l'éducation et/ou les services de santé à leurs familles ? Les limites dans l'investissement, dans l'éducation et la santé des enfants se répercutent sur l'emploi, les revenus et le bien-être à l'âge adulte. La mobilité sociale restant limitée, plusieurs manifestations d'inégalités paraissent interdépendantes.

Les menaces à la cohésion sociale sont au cœur des préoccupations des Etats de par le monde, car au centre de tout ce qui a trait au lien social et du vivre ensemble dans les sociétés modernes. Elle est aujourd'hui moins solide que par le passé en raison de l'impasse où se trouvent nombre de modèles économiques et sociaux mondiaux du fait de l'émergence de nouvelles générations de pauvreté, de chômage et exclusion et d'exclus. La situation s'explique aussi par l'aggravation du mode de financement de l'action sociale et de la solidarité : couverture médicale, retraite, compensation des prix des produits de base, indemnisation du chômage...

La quête de plus de cohésion sociale au Maroc doit relever de nombreux défis : celui de l'école, suspectée de ne pas incarner un lieu de production de savoir être, de formation à la citoyenneté, ciments du lien social et du vivre ensemble ; celui de la santé ; une protection sociale non généralisée ; la question de l'emploi avec la persistance, voire l'aggravation du chômage, notamment des jeunes, l'exacerbation des inégalités sociales et régionales ; l'absence d'un revenu minimum garanti pour les couches défavorisées, en attendant une réforme fiscale ; la prolifération continue et l'extension de l'informel, développement de l'économie du crime et de nouvelles générations de violences et enfin ; une gouvernance inappropriée de la politique publique en matière d'action sociale et de solidarité, etc.

De grandes interrogations interpellent donc l'analyse :

Sur le plan économique et social, quels sont les traits du changement social au Maroc ? Comment construire une société plus inclusive avec une dynamique de renforcement de la cohésion sociale ? Quels sont les caractères structurels de la société les plus pertinents qui favorisent ou contrarient de telles orientations ?

Sur le plan institutionnel, quelles sont les spécificités du changement politique au Maroc en termes de processus et de résultats ? Quelles conditions pour que le processus constitutionnel et parlementaire joue un rôle dans la construction d'une société plus inclusive ? Comment le cadre institutionnel (parlement, conseils et autres institutions...) a-t-il joué un rôle dans la prévention de la dégénérescence des changements politiques ? Quels sont les rôles et capacités des institutions représentatives pertinentes dans des

processus de gouvernance ouverts et soumis à la reddition des comptes ? Quel est le rôle des organisations internationales ?

L'ouvrage collectif se propose d'approfondir certaines de ces interrogations et d'y apporter quelques éclairages nécessaires.

Abdallah Saaf

Senior Fellow

OCP Policy Center - Rabat

Table des matières

Liste des auteurs	7
Liste des abréviations	9
A propos d'OCP Policy Center	11
Avant-Propos	13
Partie I : Enjeux de la cohésion sociale sur les plans économique et social	17
Chapitre 1 : Les fondements historiques de la cohésion sociale au Maroc	19
I. Le Maroc Pluriel : Evolution Historique	19
1. L'Amazighité de la société	20
2. L'Islamisation – l'arabisation : rupture ou continuité ?	20
3. Les apports andalous	22
4. Le vécu à l'Occidental	23
II. Les Fondements de la cohésion sociale marocaine	23
1. L'Islam : soudeur par excellence	23
2. Les Zaouias : La solidarité sociale	24
3. Cohésion sociale et politique	25
4. Le dialecte marocain à référence amazigho – arabe	26
Chapitre 2 : Les politiques sociales au Maroc, reconnaissance inachevée de l'expertise citoyenne	27
I. Un nouveau contexte favorable à la « participation citoyenne » dans l'élaboration des politiques sociales	28
II. Une « participation citoyenne » en aval	31

Chapitre 3 : La cohésion sociale au Maroc et enjeux de la participation citoyenne35

I. Tendances de l'évolution économique et mutations sociales au Maroc	37
1. Les tendances de la croissance économique au Maroc	37
2. Niveaux de vie des ménages et disparités sociales	39
II. La Gouvernance de l'Etat en matière de social	40
1. Les politiques sociales dans le secteur de l'Education.....	40
2. Politiques sociales en matière de logement	43
3. Politiques de lutte contre la pauvreté	44
III. Enjeux de la participation citoyenne.....	46
1. Evolution de la participation.....	47
2. Participation et dépolitisation de la question sociale.....	48
3. Rôle du dialogue social dans le maintien de la cohésion sociale	49

Chapitre 4 : L'Entrepreneuriat Social : un levier pour la cohésion sociale55

I. Approche de l'entrepreneuriat social	56
1. Revue de littérature sur l'entrepreneuriat social	57
2. La place de l'entrepreneuriat social.....	59
3. Relations entre l'entrepreneuriat social et les institutions	60
II. Cohésion sociale, quels défis pour l'entrepreneur social ?	61
III. L'entrepreneuriat social, levier de la cohésion sociale	64
1. La multi-dimensionnalité de l'entrepreneuriat social	64
2. L'entrepreneuriat social entre société civile, pouvoirs publics, et marché.....	65
3. L'entrepreneuriat social, une conception spécifique de l'innovation sociale	67

Chapitre 5 : Pluralisme culturel et cohésion sociale au Maroc : L'autonomie individuelle comme base de l'émergence d'un nouveau type de lien social.....73

I. Autonomie individuelle, lien social et capital social dans la société marocaine	75
1. Capital social et position sur le facteur autonome hétéronome.....	76
2. La montée de la confiance à autrui dans le milieu des personnes autonomes.....	77
3. L'orientation faible à la sociabilité associative dans le milieu des personnes hétéronomes :	79
II. L'orientation à l'humanisme et la position sur l'indice d'autonomie individuelle.....	81
1. Différences dans l'importance accordée aux valeurs universalistes dans le milieu des personnes autonomes et hétéronomes	82
2. Aire géographique d'appartenance et position sur l'indice d'autonomie individuelle	86
Chapitre 6 : Une lecture de l'intégration du Maroc dans son contexte international et régional	91
I. Contexte géopolitique globalisé	92
1. Global.....	93
II. Le Maroc dans son environnement régional	107
1. Le National	107
2. Le Sahara.....	111
3. Le Maghreb.....	114
4. « Printemps arabe »	116
5. L'Afrique.....	118
III. Leviers de la cohésion.....	125
1. Ampleur des violences	125
2. Démocratie et intégration sociale.....	128
3. Médias et cohésion sociale.....	131
4. La Citoyenneté ou la « santé éthique des peuples ».....	132
5. Recherche et intégration sociale.....	133

Chapitre 7 : Quelle contribution du système coopératif à la cohésion sociale au Maroc ?	139
I. Coopératives et cohésion sociale dans le monde	141
II. Quelques exemples de la contribution de l'ESS - principalement du système coopératif - à la cohésion sociale.....	143
III. Contribution de l'ESS/Coopératives à la cohésion sociale au Maroc.....	148
1. Historique et évolution	148
2. L'ESS au cœur des politiques publiques au Maroc.....	150
3. Environnement juridique motivant pour le développement de l'ESS au Maroc ..	153
Partie II : Enjeux de la cohésion sociale sur le plan institutionnel	159
Chapitre 1 : L'impact des institutions sur la cohésion sociale : représentation, participation et cohésion sociale au Maroc	161
I. Les spécificités du changement politique au Maroc	164
II. Dynamisation du processus constitutionnel et parlementaire et renforcement de la cohésion sociale.....	167
1. Les caractéristiques structurelles majeures de la société.....	167
2. Politiques publiques	170
III. Aptitudes des institutions à base de représentation et de participation	174
Chapitre 2 : La promotion de la cohésion sociale au Maroc (2011-2016) Les actions phares des acteurs publics entre 2011 et 2016 pour la cohésion sociale :	184
1. L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH)	184
2. Fonds d'appui à la cohésion sociale.....	186
3. Les mesures en faveur de l'entreprise	188
4. Le secteur de la santé	189
5. Le secteur de l'emploi	190

6. Le secteur de l'enseignement et l'éducation	191
7. Le secteur de l'habitat et de l'urbanisme	192
II. La cohésion sociale à travers la réforme des caisses pivots de la sécurité sociale :	193
1. La Caisse Marocaine des Retraites (La CMR).....	193
2. La caisse de compensation	198
III. L'évaluation de ces actions et réformes sur la cohésion sociale	202
Chapitre 3 : Ville et cohésion sociale, cas de Marrakech	209
I. Cohésion sociale et urbanisme : quelle relation ?.....	213
II. Politique d'aménagement du territoire.....	214
1. De l'urbanisme d'Etat aux enjeux de l'ouverture économique	218
2. Contrat public privé et étalement urbain	223
III. Gouvernance métropolitaine et renouvellement urbain.....	225
IV. Urbanisation accélérée vs développement durable	227
Chapitre 4 : Les collectivités territoriales, acteurs de premier plan de la cohésion sociale. Quelques leçons du terrain.....	233
I. Essai de cadre conceptuel de la cohésion sociale	233
II. Les collectivités territoriales, acteurs de la cohésion sociale, des leçons du terrain.....	235
1. ...Le rôle du Conseil Régional de Tombouctou durant l'occupation du Nord Mali par les groupes terroristes en 2012.....	236
2. La coopération transfrontalière au Bénin dans le cadre de l'Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers.....	237
III. Des conditions pour que les collectivités territoriales soient des acteurs de la cohésion sociale.....	239

1. Conditions institutionnelles.....	239
2. Conditions structurelles.....	240
3. Conditions personnelles.....	240
IV. Le renforcement de la décentralisation, une condition majeure de la cohésion sociale face aux défis de notre siècle.....	241

Chapitre 5 : La cohésion sociale et conflit de lois243

I. Les conditions de forme du mariage pour les marocains résidant à l'étranger.....	245
II. Les conditions de fond du mariage et leur application concernant les marocains résidant à l'étranger.....	250

Chapitre 6 : Le Maroc, une 3e voie entre la Famille providence et l'État-providence ?261

1. Le vieillissement de la société marocaine.....	261
2. L'émergence d'une politique de la vieillesse au Maroc.....	262
3. Une analyse prospective du rapport « Les personnes âgées au Maroc : profil, santé et rapports sociaux ».....	266
4. Le Maroc, une 3e voie entre la Famille providence et l'État-providence ?.....	268

Chapitre 7 : Appréciation « genrée » du processus de la planification stratégique Communale : Cas du Plan Communal de Développement de la commune rurale de Tamda Noumercete.....277

I. Introduction.....	278
1. Intérêt et objectifs de l'étude.....	279
2. La problématique de l'enquête.....	280
3. Questions de recherches.....	280
4. Hypothèse de travail.....	280
5. Cadre conceptuel de travail.....	281

6. Fondements théoriques	283
II. Approche et techniques de collecte des données.....	284
1. L'observation participante	285
2. Récit de vie	286
III. Techniques d'analyse des données	287
IV. Présentation de l'échantillon	288
V. Rôles et rapports sociaux sous l'angle du genre au niveau de Tamda Noumercete.....	289
1. Rôle de reproduction	289
2. Rôles de production.....	291
3. Rôle communautaire.....	294

COHÉSION SOCIALE, INSTITUTIONS ET POLITIQUES PUBLIQUES

Le Maroc, avant les effets de la mondialisation, apparaissait comme une société de solidarité mécanique où l'intérêt collectif semblait prendre le dessus sur l'intérêt individuel. Comme l'affirmait Durkheim, « la cohésion sociale des petites sociétés (mécaniques) et indifférenciées, différenciées par une division du travail (organique) relativement complexe » (Britannica, 2016). Durant les transitions de cette nature, les individus s'interrogent sur leur existence en tant que citoyens d'une société. Pour ces raisons, le vide créé par des institutions politiques souvent biaisées, chétives et fragiles -- en particulier dans les secteurs sociaux (l'éducation, la santé...) -- crée une situation où les institutions de la société sont peu à même d'assurer une cohésion sociale. Précisément, ce vide engendre des instabilités et des mouvements de contestation civils soutenus.

Aujourd'hui, et bien que le Maroc connaisse un certain niveau de développement social et économique, cette croissance n'évolue pas en parallèle avec les réformes sociales requises. Ainsi, les insuffisances de la gestion des revendications sociales persistent et contribuent à une fragilisation de la cohésion sociale. Sans celle-ci, le développement du pays pourrait être considérablement contrarié. Ce livre -destiné à éclairer la notion de cohésion sociale au Maroc, son histoire, ses implications ainsi que son implémentation- a été initié par le Professeur Abdallah Saaf, Senior Fellow à OCP Policy Center, suite à une conférence tenue le jeudi 27 octobre 2016 durant laquelle les auteurs ont discuté de leurs chapitres respectifs.

OCP POLICY CENTER

Rabat, Maroc
www.ocppc.ma

145 Dhs